

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 26 septembre à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 septembre 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h40), BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH (jusqu'à 21h30), BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, THIÉBAULT, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mmes KARCENTY, COLLIN, JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MUNSTER, GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : MM. NICOLEAUD, VEBER, LANTERNAT, DUCHÊNE.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. CAPPÉ,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. BEAUJOIN à partir de 21h30,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE.
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE
RECRUTEMENT DE DEUX APPRENTIS

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

L'État fait de la jeunesse une de ses priorités et de la lutte contre le chômage des jeunes un des axes de ses politiques de l'emploi. Depuis plusieurs années déjà, les services communautaires ont développé la formation en alternance sous statut scolaire pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. L'apprentissage se révèle être une formation solide, qui allie théorie et pratique et favorise l'accès au marché du travail.

Compte-tenu de ces éléments, de nos besoins et de notre capacité d'accueil (plus particulièrement en termes de maître d'apprentissage), il vous est proposé de recruter deux apprentis qui souhaitent préparer un diplôme, le premier dans le domaine horticole, le second dans le domaine de la restauration.

La participation prévisionnelle de notre établissement aux frais de formation de ces apprentis sera variable en fonction des niveaux de diplômes préparés. Elle peut varier entre 5.000,00 et 8.000,00 € par année de formation pour chacun d'entre eux. La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a prévu que le CNFPT verse aux centres de formation d'apprentis (CFA) une contribution fixée à 50 % des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant.

La rémunération de l'apprenti est fonction de son âge, de son ancienneté dans le contrat et du niveau de diplôme qu'il prépare. Elle varie de 27 à 100 % du S.M.I.C. En contrepartie des recrutements, l'Etat exonère l'employeur d'une grande partie des charges sociales.

Il convient enfin de rappeler que chaque jeune recruté en contrat d'apprentissage doit obligatoirement être accompagné, suivi, et formé par un maître d'apprentissage désigné par l'employeur et agréé par le Préfet du Département. Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé et n'offre pas de possibilités particulières d'intégration dans la Fonction Publique Territoriale. Au terme de leur contrat, les apprentis restent dans l'obligation de passer les concours externes, sauf recrutement direct sur certains grades de catégorie C.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code du travail,

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu la loi n°92-675 en date du 17 juillet 1992 modifiée portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle,

Vu le décret n°92-1258 en date du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle,

Vu le décret n°93-162 en date du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur non industriel et commercial,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 septembre 2024,

Vu l'avis favorable du Comité social territorial réuni le 13 septembre 2024,


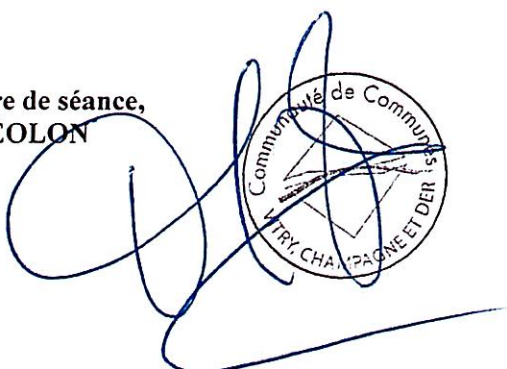
Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à conclure, pour l'année scolaire 2024-2025, deux nouveaux contrats d'apprentissage pour la durée de la formation, pour permettre aux jeunes de préparer leur diplôme, et à signer tout acte en rapport avec la mise en œuvre de ces décisions ;

2°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2024 et suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

La secrétaire de séance,
Anna RÉOLON



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 OCT. 2024
et de la publication le - 8 OCT. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.